

CANOPÉE

FORÊTS VIVANTES



Vous le savez, chez Canopée, nous aimons bien gratter et décrypter ce qui se cache derrière les grandes annonces et les petites manœuvres d'arrière-boutique.

Il y a un an maintenant, le Président de la République déclarait en grande pompe : « *Notre cap, c'est de pouvoir replanter un milliard d'arbres dans 10 ans. Alors je vais essayer de clarifier les chiffres....* »

Donnons-lui un petit coup de main.

Un milliard d'arbres plantés, des forêts rasées

C'est la faille du plan présidentiel. Faute de critères suffisamment rigoureux, des forêts entières sont rasées pour être replantées. Ces dérives, nous les avons documentées dans [notre enquête sur les aides du plan de relance](#) dont l'objectif était déjà de planter 50 millions d'arbres. Nous avons même [organisé un colloque](#) et publié [un rapport avec des propositions](#) pour améliorer le dispositif qui s'appelle France 2030. Résultat : mieux mais encore beaucoup de progrès à faire. Comme [le montre notre analyse collective](#), il reste possible de raser entièrement une forêt en la déclarant « vulnérable » dès que 20% des arbres montrent des signes de dépérissement.

Adapter les forêts au changement climatique ou aux besoins de l'industrie

Ce que n'explique pas notre Président, c'est qu'une bataille pour l'orientation de notre politique forestière se joue de façon sous-jacente. Pour certains acteurs, le changement climatique est un alibi bien pratique pour pousser une forme d'industrialisation de la forêt : toujours plus de résineux et plus de coupes. Comme le [montre notre enquête, la coopérative Alliance Forêts Bois](#) est aujourd'hui l'entreprise qui pousse le plus dans cette direction. Celle qui s'oppose avec le plus d'énergie à tout renforcement des critères d'accès aux aides publiques pour planter le fameux milliard d'arbres.

Suite à la publication de notre rapport, l'entreprise a eu le bon goût d'écrire à nos financeurs pour essayer de couper nos fonds en essayant de décrédibiliser notre travail ([notre réponse ici](#)). Nous avons trouvé l'idée tellement bonne que nous avons décidé de faire de même : [nous sommes donc allés au salon Pro durable](#), à Paris, pour une petite session de rectification d'identité dont nous avons le secret. Curieusement, notre présence n'a pas fait plaisir à tout le monde.

Dans ce salon de l'écologie version business, vous ne trouverez pas de stand d'Alliance Forêts Bois mais de « Plantons pour l'Avenir » : la façade verte qu'a imaginé la coopérative pour drainer des dons défiscalisés ([rappel de l'épisode précédent pour les nouveaux](#)). Car pourquoi se limiter à pomper l'argent public alors qu'il est si facile d'aller chercher aussi de l'argent privé ?

Les vautours de la finance privée arrivent sur le business de la plantation d'arbres

Quelques jours plus tard, nous recevons une alerte d'un adhérent dépité : une levée de fonds de 1,5 millions d'euros est en préparation pour [financer deux projets de plantations d'arbres, Folia et Falbala](#). C'est beau, non ? Sauf que derrière ces petits noms marketing se cachent nos amis du syndicat des propriétaires forestiers, Fransylva, et d'Alliance Forêts Bois. Et là, nous commençons à lever un lièvre. Accrochez-vous car on va parler gros sous et mécanique financière. [Pour lire ça à tête reposée, c'est par ici](#). Ce qui attire l'œil, c'est d'abord le rendement proposé aux investisseurs : 8,25%/an. Pour générer un tel rendement, l'idée est simple : planter des arbres pour générer des crédits carbone (labellisés bas carbone) à pas cher et les revendre avec une belle marge.

Ça tombe bien : Alliance Forêts Bois sait très bien comment générer des crédits carbone dès 10€/tonne de CO2 ou pour ce projet là, à 25€/tonne de CO2, d'après nos sources. Car, comme nous l'avons [montré dans notre rapport sur le Label Bas Carbone](#), il y a la même faille que pour les aides publiques : il est possible de raser entièrement une forêt dès que 20% des arbres sont dépérissants. Les émissions liées à cette coupe rase n'étant pas comptabilisées.

De l'autre côté, il existe un marché garanti, prêt à les acheter jusqu'à 40€/tonne de CO2 : l'aviation civile. Car souvenez-vous : plutôt que de contraindre le secteur de l'aviation à réduire les vols intérieurs, le gouvernement a simplement demandé au secteur de l'aviation de les compenser en achetant des crédits carbone.

Il y a donc beaucoup d'argent à se faire. Beaucoup d'argent qui aurait pu être investi en forêt mais qui part dans la poche d'intermédiaires. Aux manettes du montage financier projet, je vous présente la start-up Hummingbirds, fondée par une ancienne salariée de Total spécialisée dans les Solutions Basées sur la Nature.

Vous comprenez mieux désormais ce que voulait dire notre Président en expliquant que l'argent public seul ne permettrait pas de planter 1 milliard d'arbres et qu'il était nécessaire de mobiliser la finance privée. Voilà le résultat. Et ça n'est qu'un début si nous ne faisons rien.

Et maintenant, la riposte

Les prochaines semaines vont être décisives. Le Secrétariat Général à la Planification Écologique doit annoncer ses derniers arbitrages en novembre. Pour l'instant, c'est plutôt inquiétant : en résumé, il faut récolter plus et planter plus.

La chute du puits de carbone forestier, déjà mal en point, pourrait être aggravée par l'augmentation de la récolte de bois pour répondre aux besoins énergétiques. Et planter un milliard d'arbres n'y changera pas grand-chose [comme le montre notre analyse](#).

Pourtant, des solutions existent : renforcer les critères d'accès aux aides publiques et ceux du Label Bas Carbone, faire évoluer la fiscalité forestière ou encore la loi pour privilégier l'amélioration des forêts existantes plutôt que leur remplacement par de nouvelles plantations après coupe rase.

Avec des scientifiques de renom, des responsables associatifs et des forestiers progressistes, [nous avons rédigé une tribune](#), à paraître dans Le Monde, pour demander une refonte de notre politique forestière. Le maintien et la restauration de la biodiversité doit y tenir une place centrale car c'est notre meilleur atout pour sauver nos forêts et continuer à y récolter du bois.